

ARCHIVES ET DROITS DE L'HOMME

Nouvelles de la Section des Archives et des Droits de l'Homme

Lauréat du Premier prix International des Droits de l'Homme de l'Association d'Espagne pour les Droits de l'Homme

Numéro. 142, Octobre 2021

Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson

Commentaires.

Méta ? Plus de Facebook ; maintenant c'est Meta. Mark Zuckerberg, le propriétaire de l'entreprise, pense que nous voulons vivre dans un monde virtuel, au moins une partie du temps. Il dit que le monde Meta fournira "des expériences immersives comme la réalité augmentée et virtuelle pour aider à construire la prochaine évolution de la technologie sociale".

<https://about.fb.com/news/2021/10/facebook-company-is-now-meta/>

Changer de nom est une étape importante, que ce soit pour une entreprise ou une personne. Quand je me suis mariée il y a des années, on pensait que vous prendriez le nom de votre mari. Je me souviens à quel point c'était difficile, à quel point cela semblait différent lorsqu'on m'appelait par un nom qui avait une origine ethnique différente du mien, à quel point la paperasse était associée au changement de tous mes comptes bancaires, à mes assurances et à mes inscriptions électorales. Mais au moins j'avais tous ces documents à changer. Et tandis que le changement a bouleversé la perception de moi-même pendant un certain temps, il n'a pas brisé mon sens fondamental de l'identité

L'objectif de développement durable 16.9 des Nations Unies est "D'ici 2030, fournir une identité juridique à tous, y compris l'enregistrement des naissances". <https://sdgs.un.org> Cet objectif fait clairement référence au nom d'une personne et, probablement, à sa citoyenneté et peut-être à la propriété, mais l'identité est plus que cela. Comme l'écrit *Psychology Today*, "l'identité englobe les souvenirs, les expériences, les relations et les valeurs qui créent le sens de soi". <https://www.psychologytoday.com/us/basics/identity> Dans ce qu'il a qualifié de "décision historique" dans une affaire intentée par le peuple Ava Guarani de la communauté autochtone de Campo Agua'e, le Comité des droits de l'homme de l'ONU a déclaré que "pour les peuples autochtones, le "foyer" doit être compris dans le contexte de leur relation avec leurs territoires, y compris leur bétail, leurs cultures et leur mode de vie" (pour une discussion plus complète, voir le point sur le Paraguay ci-dessous). Pour les Ava Guarani, comme pour les autres peuples autochtones, leur identité est enracinée.

Dans son rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies, Karima Bennouna, la Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels, a appelé à une plus grande reconnaissance du métissage et du syncrétisme culturels respectueux des droits de l'homme et à un respect accru des identités culturelles mixtes. Le rapport ne traite pas spécifiquement des archives, mais la recommandation J est "Mettre à la disposition de tous une éducation et une documentation sur les diversités et les hybridités des pratiques culturelles, des patrimoines culturels et des histoires d'emprunt et de mélange culturels".

<https://undocs.org/en/a/76/178> Les Archives y contribuent.

Considérées dans ce large éventail, les archives détiennent de très vastes volumes de documents relatifs à l'identité. Au-delà de la citoyenneté, au-delà des cartes d'identité, les enregistrements du traitement des femmes, des peuples autochtones, des minorités religieuses, des personnes LGBTQ+, des métis, des adoptés, des migrants, des victimes (avec toutes les complications de ce terme), tous sont documentés dans des fonds d'archives. Et, au fur et à mesure que nous apprenons, l'intelligence artificielle est le moteur d'une police prédictive, souvent fondée sur le lien présumé entre un élément d'identité et un

Nations Unies. Pour la première fois, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a reconnu qu'“avoir un environnement propre, sain et durable est un droit humain”. Le Conseil a appelé les États à travailler ensemble “pour mettre en œuvre ce droit nouvellement reconnu” et a nommé un nouveau rapporteur spécial consacré aux impacts du changement climatique sur les droits de l'homme. <https://news.un.org/en/story/2021/10/1102582>

Le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a déclaré qu'il “ne pouvait pas se prononcer immédiatement sur une plainte” déposée par 15 adolescents militants dirigés par l'adolescente suédoise Greta Thunberg, a rapporté *Reuters*. La plainte soutenait que “l'inaction de l'État face au changement climatique viole les droits des enfants”. Le Comité “a conclu qu'un ‘lien de causalité suffisant’ avait été établi entre le préjudice important prétendument subi par les enfants et les actes ou les omissions des cinq États” où ils vivent, mais a déclaré “ils auraient dû d'abord porter l'affaire devant les tribunaux nationaux”. <https://newsinfo.inquirer.net/1500963/un-panel-says-it-cant-rule-on-climate-case-brought-by-thunberg>

Prévus pour paraître avant la 26e Conférence des Parties (COP26) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Université d'Oxford ont publié le *G20 Peoples' Climate Vote*, une enquête d'opinion publique sur le changement climatique. Ils ont interrogé plus de 689 000 personnes, dont près de la moitié avaient moins de 18 ans, dans 18 des pays du G20 d'octobre 2020 à juin 2021, en utilisant “une méthodologie d'enquête innovante utilisant des réseaux de jeux mobiles”. PassBlue a résumé le rapport comme fournissant “la preuve qu'environ la moitié des pays du G20, responsables des trois quarts des émissions mondiales, n'avaient pas adhéré aux principes fondamentaux de l'Accord de Paris pour accroître l'ambition – et que parmi ceux qui ont renforcé leurs contributions déterminées au niveau national ... des promesses, il reste encore beaucoup à faire”. <https://www.undp.org/publications/g20-peoples-climate-vote-2021>; <https://www.passblue.com/2021/10/31/good-news-from-cop26-un-members-agree-on-a-new-enterprise-to-transform-global-responses-to-climate-change/>

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement a publié son rapport 2021 sur les écarts d'émissions. “Les engagements climatiques des États membres de l'ONU étaient bien en deçà de ce qui était nécessaire pour adhérer aux objectifs de l'Accord de Paris afin d'éviter une augmentation dévastatrice de la température mondiale d'au moins 2,7 degrés Celsius ce siècle”, a rapporté *PassBlue*. <https://www.unep.org/resources/emissions-gap-report-2021>; <https://www.unep.org/resources/emissions-gap-report-2021>

Dans une lettre aux ONG Bank Track et OECD Watch, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme “a confirmé que les banques ont des responsabilités en ce qui concerne les impacts des entreprises dans lesquelles elles détiennent des actions au nom de leurs clients”. La lettre expliquait que les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme “exigent seulement” qu'il y ait un lien direct entre le service [de l'institution financière] et la société dans laquelle elle investit. On attend des institutions financières qu'elles “déclarent officiellement” comment elles traitent les risques graves pour les droits de l'homme et les impacts négatifs liés à leurs activités, produits et services”. <https://www.oecdwatch.org/nominee-shareholdings-un-human-rights-office-confirms-banks-human-rights-responsibilities/>; <https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Business/finance-2021-response-nominee-shareholders.pdf>

Organisation mondiale de la santé (OMS). Depuis la publication du rapport sur les abus sexuels commis par des travailleurs humanitaires pendant l'épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo, de plus en plus de personnes se sont manifestées, alléguant des abus commis par des travailleurs humanitaires à l'époque, a rapporté *Reuters*. Un haut responsable de l'OMS a déclaré que le rapport s'était concentré uniquement sur les abus commis par des employés ou des sous-traitants de l'OMS, donc l'OMS “transmettra les 83 dossiers aux services d'enquête des Nations Unies car il pourrait y avoir des auteurs présumés qui travaillent pour d'autres agences des Nations Unies”. Les noms des suspects sont “en cours de téléchargement dans la base de données de l'ONU” ClearCheck “, un outil à l'échelle du système qui filtre les employés potentiels”. <https://news.trust.org/item/20211027125017-vtzp3/>

Organisation météorologique mondiale (OMM). Après quatre ans de négociations, les 193 pays membres de l'OMM “ont adopté une résolution les obligeant à collecter certaines informations [climatiques et météorologiques] sur leurs territoires et à les partager avec leurs collègues membres”.

Geneva Solutions a noté que les modèles climatiques “utilisent des informations remontant aux années 1850 pour comprendre et prévoir les modèles de changement climatique ; cependant, il existe d'énormes vides dans certaines régions telles que l'Afrique et l'océan Pacifique, où les données sont collectées et échangées sporadiquement” en raison du manque de ressources techniques ou financières pour collecter les données ou de la réticence à les partager. https://genevasolutions.news/climate/wmo-makes-climate-data-sharing-mandatory-in-landmark-step?utm_source=newsletter&utm_medium=email

Nouvelles du monde/générales.

Monde des Affaires. Olam International, l'un des plus grands transformateurs de cacao au monde, a déclaré sur son site Web que “l'entreprise pourrait retracer son cacao de la ferme à ses installations de transformation à travers le monde” ; cependant, dans un procès intenté par des procureurs brésiliens pour avoir prétendument “omis de remédier aux abus du travail” dans sa chaîne d'approvisionnement, Olam a déclaré que s'il achetait des haricots à un intermédiaire “il n'y avait aucun moyen pour l'acheteur de la marchandise de savoir d'où elle venait”, a rapporté la *Fondation Thomson Reuters*. Les procureurs ont déclaré avoir “la preuve du travail des enfants et des esclaves dans la chaîne d'approvisionnement d'Olam” et “les factures jointes au procès montrent que la société a acheté du cacao dans une ferme au Brésil où neuf travailleurs ont été trouvés dans des conditions proches de l'esclavage en 2017”. Deux autres entreprises agroalimentaires sont également poursuivies, mais le tribunal a scellé tous les documents relatifs aux trois affaires. Le procureur a déclaré : “Le secret, à mon avis, est de préserver l'image des entreprises”. <https://news.trust.org/item/20210812130016-iff5im/>

Steven Donziger, un avocat américain qui “a passé des décennies à se battre contre la société énergétique Chevron au sujet de la pollution dans la forêt tropicale équatorienne, a été condamné à six mois de prison ... pour des accusations d'outrage criminel résultant d'un procès intenté par le géant pétrolier”, a rapporté *The Guardian*. L'accusation était de ne pas avoir remis son ordinateur et d'autres appareils électroniques dans le cadre du procès américain. Le juge a ignoré l'avis d'experts de l'ONU du Groupe de travail sur la détention arbitraire qui ont examiné l'affaire et “a déclaré que les États-Unis ont enfreint le droit international en plaçant Donziger en résidence surveillée pour environ quatre fois la peine maximale de six mois qu'il a maintenant reçue en cette affaire d'outrage. Amnesty International a également demandé au tribunal de mettre en œuvre l'avis de l'ONU. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, mai 2021. <https://www.theguardian.com/us-news/2021/oct/01/steven-donziger-lawyer-sentenced-contempt-chevron>

La société de covoiturage Lyft a publié son premier “rapport de sécurité”, qui a déclaré qu'entre 2017 et 2019, elle avait reçu de ses passagers plus de 4 000 rapports d'agression sexuelle, a rapporté *VICE*. https://www.vice.com/en/article/88g4kx/lyft-report-reveals-thousands-of-sexual-assault-incidents?utm_source=email&utm_medium=editorial&utm_content=news&utm_campaign=211022

Selon Greenpeace, “au moins 600 entreprises de plantation ont des opérations illégales dans les forêts indonésiennes, y compris dans les parcs nationaux, les zones humides et les sites du patrimoine mondial des Nations Unies”, a rapporté *BenarNews*. “En septembre, le ministère des Forêts a déclaré que 3,37 millions d'hectares de plantations de palmiers à huile occupaient des zones forestières, mais des permis avaient été demandés pour environ 700 000 hectares d'entre eux. Les entreprises ont encore deux ans pour obtenir des permis pour le reste. Le président du Syndicat des travailleurs des plantations d'huile de palme a déclaré “qu'il soupçonnait de nombreuses grandes entreprises de déguiser leurs plantations comme appartenant à de petits exploitants” et que le gouvernement “doit effectuer une cartographie sur le terrain”. Pour le rapport, Greenpeace “a compilé des cartes des concessions de plantations industrielles de palmiers à huile et a engagé les experts géospatiaux *TheTreeMap* pour produire une analyse spatiale des plantations de palmiers à huile en Indonésie du début 2001 à la fin de 2019. Celles-ci ont été superposées à la carte du domaine forestier indonésien, publié par le ministère de l'Environnement et des Forêts (MoEF), daté d'octobre 2020. Les plantations industrielles de palmiers à huile ont été distinguées des plantations de petits exploitants grâce à l'analyse d'images satellite”. <https://www.eurasiareview.com/22102021-greenpeace-hundreds-of-palm-oil-firms-operate-illegally-in-indonesian-forests/>; https://www.greenpeace.org/static/planet4-southeastasia-stateless/2021/10/85efa777-illegal_palm_oil_in_forest_estate.pdf

Global Witness, une autre grande ONG, a également publié un rapport sur son enquête sur “la menace croissante qui pèse sur la Papouasie-Nouvelle-Guinée ... les communautés et les forêts tropicales des compagnies d'huile de palme entraînant une déforestation généralisée et des violations des droits de l'homme”. Rapportant sur 17 entreprises, GW a déclaré avoir “vu et collecté des copies de la documentation relative à ces cas, y compris les rapports médicaux des travailleurs ; rapports d'autopsie; rapports de police; déclarations des travailleurs, des témoins et des superviseurs; formulaires d'assurance; preuve d'emploi, y compris les fiches de paie ; et des photos d'accident et d'autopsie”. Le rapport comprend des informations provenant d'enregistrements de questionnaires de palmiers à huile détaillant la corruption et les abus du travail aux enquêteurs se faisant passer pour des commerçants de produits de base. <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/forests/true-price-palm-oil/#resource-library>

Global Witness a déclaré avoir analysé “plus de 70 000 accords d'actions, d'obligations, de crédit et de souscription conclus entre des financiers ayant leur siège au Royaume-Uni, dans l'UE, aux États-Unis et en Chine et vingt des pires entreprises agroalimentaires entre 2016 et 2020. Ces entreprises ont toutes signalé des liens avec la destruction des forêts tropicales et les violations des droits de l'homme qui en découlent en Asie du Sud-Est, en Afrique centrale et occidentale et au Brésil. Global Witness a révélé que “les grandes banques, dont HSBC, JPMorgan, Deutsche Bank, BNP Paribas, Rabobank et Bank of China profitent de la destruction de la forêt tropicale, contrairement à nombre de leurs propres engagements publics”, ayant “investi 157 milliards de dollars” dans les entreprises agro-industrielles étudiées, dont le “géant du soja” SLC Agricola, les producteurs de bœuf brésiliens JBS, Marfeig et Minerva, et Salim Group et Olam International, tous deux producteurs d'huile de palme. <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/forests/deforestation-dividends/>

Public Citizen, une ONG basée aux États-Unis, a déclaré que son enquête “a révélé à quel point Pfizer [entreprise pharmaceutique] intimide les gouvernements dans les négociations sur le vaccin COVID-19, notamment en interdisant aux gouvernements de discuter des accords sans l'approbation de Pfizer, en conservant un contrôle unilatéral pour prendre des décisions clés et même obtenir une renonciation à la propriété intellectuelle pour lui-même. Public Citizen a eu accès à “plusieurs contrats Pfizer, notamment avec le Brésil, la Colombie, la Commission européenne et les États-Unis, qui offrent un aperçu” de ses opérations et de sa puissance. <https://www.citizen.org/news/report-how-pfizer-silences-world-governments-in-vaccine-negotiations/>

En 1951, des tissus prélevés sur la tumeur cancéreuse du col de l'utérus d'une femme noire nommée Henrietta Lacks avant sa mort “sont devenus les premières cellules humaines à être clonées avec succès”, a rapporté *AP*. “Reproduites à l'infini depuis, les cellules HeLa [Henrietta Lacks] sont devenues une pierre angulaire de la médecine moderne, permettant d'innombrables innovations scientifiques et médicales, notamment le développement du vaccin contre la polio, la cartographie génétique et même les vaccins COVID-19”. À présent, la famille Lacks poursuit Thermo Fisher Scientific, demandant au tribunal d'ordonner à l'entreprise de “restituer le montant total de ses bénéfices nets obtenus en commercialisant la lignée cellulaire HeLa” et d'être “interdite en permanence” d'utiliser des cellules HeLa sans l'autorisation des héritiers. Les records commerciaux seront la clé de l'affaire. https://apnews.com/article/business-thermo-fisher-scientific-inc-lawsuits-race-and-ethnicity-health-1b7942bb535b3656195d2347c9e676be?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=c5798da7e0-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-c5798da7e0-149736437

“Les *Pandora Papers* sont près de 12 millions de fichiers - totalisant près de 2,94 téraoctets - divulgués par 14 sociétés qui fournissent des services aux entreprises dans des juridictions offshore. Les documents offrent l'aperçu le plus complet à ce jour sur la façon dont ces fournisseurs de services aident les riches et les célébrités - y compris les célébrités, les ultra-riches, les politiciens et les criminels - à cacher leur argent dans des juridictions secrètes”, a expliqué *Organized Crime and Corruption Reporting Project*, un réseau mondial de journalistes et de centres médiatiques. Le Consortium international des journalistes d'investigation a reçu les fichiers divulgués et coordonné une enquête mondiale sur leur contenu. Bien que cette stratégie d'évasion fiscale puisse être légale dans les pays où résident les utilisateurs des services, “l'évasion fiscale à elle seule coûterait aux pays les plus pauvres du monde 200 milliards de dollars par an, bien au-delà de ce qu'ils reçoivent en aide au développement”. <https://www.occrp.org/en/the-pandora-papers/faq-about-the-pandora-papers>.

Un tribunal provincial équatorien “a trouvé des preuves suffisantes dans le dossier du tribunal de première instance pour vérifier le traitement discriminatoire et raciste” par lequel la société Furukawa Plantaciones C.A. del Ecuador “a soumis 123 [travailleurs] au servage”. L'entreprise est “obligée de réparer les graves violations des droits de l'homme commises au sein de sa ferme ... où plus de 1 200 paysans de tous âges ont récolté l'abaca pendant près de 6 décennies”, a rapporté le comité de solidarité #FurukawaNeverMore. Pour le contexte, voir Nouvelles SADH, février 2021.

<https://www.furukawanuncamas.org/post/court-ratifies-servitude-furukawa?lang=en>

Écrivant dans *The Conversation*, l'historien Benjamin Franta a décrit les recherches d'archives menées dans de nombreux endroits par des chercheurs américains, français et néerlandais qui ont montré que les grandes compagnies pétrolières savaient dès 1959 que l'utilisation continue de combustibles fossiles créerait un effet de serre. Un graphique du rapport interne d'Exxon sur le changement climatique de 1982, reproduit dans l'article, a prédit la quantité de dioxyde de carbone qui s'accumulerait à partir des combustibles fossiles et l'ampleur du réchauffement climatique qui serait causé et est “remarquablement précis”.

https://theconversation.com/what-big-oil-knew-about-climate-change-in-its-own-words-170642?utm_medium=email&utm_campaign=Latest%20from%20The%20Conversation%20for%20October%2028%202021%20-%202099620746&utm_content=Latest%20from%20The%20Conversation%20for%20October%2028%202021%20-%202099620746+Version+A+CID_71c54eb23d5a90c19ffaca8a4aee4d21&utm_source=campaign_monitor_us&utm_term=What%20Big%20Oil%20knew%20about%20climate%20change%20in%20its%20own%20words

Frances Haugen, une ancienne chef de produit Facebook, a donné au *Wall Street Journal* “des dizaines de milliers de pages de documents internes qu'elle avait collectés” montrant comment l'entreprise “a souvent ... choisi de laisser la désinformation se répandre largement, pour garder plus de gens connectés”, a rapporté le *New York Times*. L'article explique comment les médias ont traité l'histoire des “fichiers Facebook”. <https://www.nytimes.com/2021/10/24/business/media/facebook-leak-frances-haugen.html>

Changement climatique. “Plus de 32 000 soumissions faites par des gouvernements, des entreprises et d'autres parties intéressées à l'équipe de scientifiques” compilant un rapport pour le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat ont été divulguées à Greenpeace, qui les a fournies à *BBC News*. “La fuite révèle que l'Arabie saoudite, le Japon et l'Australie font partie des pays qui demandent à l'ONU de minimiser la nécessité de s'éloigner rapidement des combustibles fossiles. Cela montre également que certains pays riches remettent en question le fait de payer davantage aux États les plus pauvres pour passer à des technologies plus vertes”. https://www.bbc.com/news/science-environment-58982445?utm_source=InsideClimate+News&utm_campaign=d27d71aea3-&utm_medium=email&utm_term=0_29c928ffb5-d27d71aea3-328765186

La “constatation sans équivoque du rapport annuel du ‘compte à rebours’ du *Lancet*”, a écrit un commentateur dans *World Politics Review*, est “le changement climatique est mauvais pour votre santé”. Le travail d'une “équipe de près de 100 scientifiques de 43 institutions à travers le monde”, selon le rapport, indique que le réchauffement climatique “n'est pas seulement une catastrophe environnementale, mais expose également les humains à une chaleur torride et à des phénomènes météorologiques extrêmes ; augmentant la transmission des maladies infectieuses; aggravant l'insécurité alimentaire, hydrique et financière ; mettant en danger le développement durable; et aggravant les inégalités en général”. <https://www.worldpoliticsreview.com/articles/30082/without-mitigation-climate-change-is-also-a-health-crisis>; [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(21\)01787-6/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(21)01787-6/fulltext)

Travail forcé. Sedex, une organisation de membres basée au Royaume-Uni, vise à aider les entreprises “à gérer et à améliorer les conditions de travail dans les chaînes d'approvisionnement mondiales”. Il a publié un rapport fondé sur son examen de “plus de 100 000 audits sociaux menés dans 158 pays au cours des cinq dernières années” et a déclaré que 36% des audits sociaux “ont trouvé plusieurs indicateurs (deux ou plus) de travail forcé. Alors qu'il était connu que le travail forcé est un problème sous-identifié, ce chiffre représentant plus d'un tiers de l'échantillon de données important est une révélation vraiment sérieuse”. Le travail forcé le plus souvent constaté était l'utilisation abusive des heures supplémentaires. (Un audit social est un examen formel des procédures commerciales et du code de conduite d'une entreprise concernant la responsabilité sociale et l'impact de l'entreprise sur la société.) <https://news.trust.org/item/20211018113451-b9ypz/>

Famine. L'ONG *Concern Worldwide* et l'agence d'aide humanitaire allemande *Welthungerhilfe* ont développé un outil de mesure appelé *Global Hunger Index* qui “calcule le score de faim d'un pays ou d'une région sur la base de quatre indicateurs : la sous-alimentation, l'émaciation des enfants, le retard de croissance et les taux de mortalité infantile”. Son rapport de 2021 a déclaré que les conflits violents sont la principale cause des crises alimentaires : “Sur les 155 millions de personnes dans le monde actuellement en situation d'insécurité alimentaire aiguë, 99,1 millions vivent dans des régions touchées par des conflits”, a rapporté *Geneva Solutions*. L'indice suggère que l'objectif de développement durable des Nations Unies visant à éliminer la faim d'ici 2030 est “tragiquement éloigné” et que 47 pays “ne parviendront pas à atteindre des niveaux de faim même faibles”. Les données pour les indicateurs proviennent des efforts de collecte de données par un grand nombre d'agences des Nations Unies et d'autres agences multilatérales. https://genevasolutions.news/peace-humanitarian/fight-to-end-world-hunger-dangerously-off-track-global-index-shows?utm_source=newsletter&utm_medium=email ; <https://www.globalhungerindex.org/pdf/en/2021.pdf>

Records médicaux. Dans un nouveau rapport parrainé par la société de sécurité des applications Approov, un chercheur “a vérifié les vulnérabilités dans les applications construites à l'aide de la norme Fast Healthcare Interoperability Resources (FHIR), qui a été mise en place pour encourager l'échange d'informations dans les soins de santé”, a écrit *The Verge*. Elle n'a pas trouvé de faiblesses dans les dossiers de santé électroniques eux-mêmes, mais “lorsqu'elle a testé des programmes tiers qui se connectent aux dossiers de santé pour extraire des données”, elle a “pu accéder à plus de 4 millions de dossiers de patients et de cliniciens de plus de 25 000 prestataires via ces trous. Pire encore : elle n'a pas utilisé de piratage de cyber-sécurité avancé. Un membre du groupe de gestion du FHIR a déclaré : “Elle a simplement utilisé des éléments de base sur lesquels votre première année de cyber-sécurité aurait mis l'accent”.

<https://www.theverge.com/2021/10/18/22732615/health-record-app-hacks-patient-data>

“Les expositions environnementales à l'intérieur sont préjudiciables aux résultats pour la santé et contribuent à la mort d'enfants, mais il est difficile d'améliorer les mauvaises conditions de logement. Un groupe de chercheurs s'est demandé si les chances de changement s'amélioreraient en envoyant une lettre d'un médecin au propriétaire du patient. Entre avril et octobre 2019, 127 familles de la ville de New York ont reçu une lettre d'un médecin « préconisant des réparations de logement », ont-ils rapporté dans *JAMA*. Seules 35 familles ont remis la lettre au propriétaire, mais un nombre étonnant de 31 (89 %) de ces familles ont déclaré “que le propriétaire a agi pour résoudre le problème, et 26 (74 %) ont signalé une résolution complète” du problème. “L'intégration du modèle de lettre dans le dossier de santé électronique permet une intervention rapide, offrant aux familles un moyen simple de tenter de remédier à leurs conditions de logement avant de recourir à des solutions plus chronophages, comme un déménagement ou une action en justice”.

https://jamanetwork.com/journals/jamanetworkopen/fullarticle/2784773?utm_source=For_The_Media&utm_medium=referral&utm_campaign=fm_links&utm_term=100621&utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=9dba8a4fba-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-9dba8a4fba-149736437

Migration. Les données publiées par l'*U.S. Customs and Border Protection* indiquent que 1,66 million d'immigrants ont été détenus à la frontière américano-mexicaine entre le 1er octobre 2020 et le 30 septembre 2021, a rapporté *Yahoo News*. Le *New York Times* a noté qu'il s'agissait “du nombre le plus élevé de passages illégaux enregistrés depuis au moins 1960, lorsque le gouvernement a commencé à suivre ces entrées”. Les migrants venaient de plus de 160 pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Près de 147 000 des migrants étaient des mineurs non accompagnés qui ont été détenus et, au 22 octobre, près de 11 000 étaient toujours détenus par le gouvernement. https://news.yahoo.com/border-patrol-detains-record-1-223452284.html?fr=sycsrp_catchall ; <https://www.nytimes.com/2021/10/22/us/politics/border-crossings-immigration-record-high.html>

Grâce à une demande en vertu de la *Freedom of Information Act*, *Human Rights Watch* a obtenu “160 rapports déposés par des agents fédéraux chargés de l'asile de 2016 à 2021, relatant des détails sur les abus que les demandeurs d'asile ont décrits lors d'interactions avec les agents des frontières et pendant leur détention aux États-Unis”, a signalé le *New York Times*. Les records sont des “rapports que les agents d'asile ont faits après avoir entendu des allégations d'inconduite des forces de l'ordre” ; cependant, il n'est “pas clair combien d'entretiens les agents d'asile ont menés au cours de la période au cours de laquelle plus de 160 plaintes ont été signalées.”

<https://www.nytimes.com/2021/10/21/us/politics/asylum-migrants-abuse.html>

L'UNICEF a déclaré cette année que 19 000 enfants, dont la moitié avaient moins de 5 ans, “ont traversé à pied la dangereuse étendue de jungle entre la Colombie et le Panama connue sous le nom de Darien Gap”, a rapporté *CNN*. Le Gap est d'environ 60 kilomètres (37 miles de long). “Au moins 5 enfants ont été retrouvés morts dans la jungle, et plus de 150 enfants ont fini par arriver au Panama sans leurs parents”. L'UNICEF “a enregistré 29 signalements d'abus sexuels sur des adolescentes depuis janvier, en plus des agressions contre des femmes” lors de la traversée. <https://edition.cnn.com/2021/10/11/americas/darien-gap-children-unicef-intl-latam/index.html>

Technologie. *L'African Digital Rights Network (ADRN)* a mené une “analyse des cadres de surveillance juridique africains”, comparant les lois en Égypte, au Kenya, au Nigéria, au Sénégal, en Afrique du Sud et au Soudan. Ils ont découvert que “les gouvernements africains utilisent les nouvelles lois technologiques pour accroître la surveillance des personnalités de l'opposition” et “les lois existantes n'ont en grande partie pas réussi à arrêter la surveillance de l'État à travers le continent, de la surveillance des universitaires en Égypte au suivi des journalistes en Afrique du Sud”, a rapporté la *Fondation Thomson Reuters*. “Le risque d'‘autoritarisme numérique’ est en augmentation”. <https://news.trust.org/item/20211020225934-jceq3/>

La Fondation Thomson Reuters a revu l'usage croissant de l'intelligence artificielle par les forces de l'ordre européennes, qui selon les groupes de défense des droits, peuvent “renforcer les préjugés dans le maintien de l'ordre”. Les députés européens ont voté pour l'adoption d'un rapport “non contraignant” “proposant une réglementation stricte de la police prédictive” et appelant les États “à interdire le recours à la surveillance biométrique de masse”. <https://news.trust.org/item/20211020095858-p47ao/>

Depuis 2012, Facebook a interdit les “organisations ayant des antécédents d'activité terroriste ou violente”, qui, selon *The Internet*, “a depuis explosé dans ce qu'on appelle la politique relative aux personnes et organisations dangereuses [DIO], un vaste ensemble de restrictions sur ce que près de 3 milliards d'utilisateurs de Facebook peuvent parler d'une liste d'entités énorme et toujours croissante. L'entreprise a refusé de publier la liste, affirmant qu'elle mettrait en danger les employés. *The Internet* a obtenu et publié “un instantané de la liste complète des DIO” et un “document de politique associé, créé pour aider les modérateurs à décider quels messages supprimer et quels utilisateurs punir”. https://theintercept.com/2021/10/12/facebook-secret-blacklist-dangerous/?utm_source=email&utm_medium=editorial&utm_content=news&utm_campaign=211014

Le cofondateur et PDG de Clearview AI a déclaré à *Wired* qu'il “avait désormais collecté plus de 10 milliards d'images sur le Web” et que “le plus grand nombre de photos signifie que les utilisateurs, le plus souvent les forces de l'ordre, sont plus susceptibles de trouver une correspondance lors de la recherche de quelqu'un. Il affirme également que le plus grand ensemble de données rend l'outil de l'entreprise plus précis. Les images proviennent de sites Web tels que Facebook, Instagram et Twitter et “utilisent l'AI pour identifier une personne en particulier dans les images”. Facebook et Twitter ont exigé que Clearview cesse de scruter leurs sites, et la société fait face à des poursuites judiciaires dans trois États américains. “L'attrait d'un tel outil est évident, mais il en va de même pour le potentiel qu'il soit utilisé à mauvais escient”. https://www.wired.com/story/clearview-ai-new-tools-identify-you-photos/?bxiid=5c48efcf2ddf9c4807adf975&cndid=53684912&esrc=sign-up-page&source=EDT_WIR_NEWSLETTER_0_DAILY_ZZ&utm_brand=wired&utm_campaign=aud-dev&utm_content=B&utm_mailing=WIR_Daily_100321&utm_medium=email&utm_source=nl&utm_term=list1_p2

Femmes. L'Institut pour les femmes, la paix et la sécurité de l'Université de Georgetown [États-Unis] a publié un indice du statut des femmes dans 170 pays à travers le monde. L'Afghanistan est à la dernière place, la Norvège est en première place, et parmi les 12 derniers, 11 sont des États fragiles. L'annexe 1 du rapport explique les sources et la méthodologie utilisées, et une section “index” distincte fournit des détails sur les sources et les classements. <https://giwps.georgetown.edu/wp-content/uploads/2021/10/WPS-Index-2021.pdf>; <https://www.forbes.com/sites/stephaniefillion/2021/10/19/afghanistan-last-in-new-global-women-peace-and-security-ranking/?sh=4803e33f5467>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Afrique. Fin août, *Redress*, une ONG aux Pays-Bas, a publié “Les victimes oubliées : la disparition forcée en Afrique”, affirmant que le recours à la disparition forcée (DF) “est un problème répandu sur le continent depuis l’époque coloniale et continue d’être répandu aujourd’hui”. Il a noté que le Groupe de travail des Nations Unies sur les disparitions involontaires forcées avait signalé 4 783 cas actifs à travers le continent en 2020, mais le Groupe de travail a déclaré que bien qu’il existe une sous-déclaration dans d’autres pays, “le cas africain est particulièrement dramatique”. Le Groupe de travail a identifié des “facteurs contribuant à la sous-déclaration”, y compris “une peur des représailles, une mauvaise administration de la justice, des canaux de signalement inefficaces, des systèmes institutionnalisés d’impunité, la pauvreté, l’analphabétisme, les barrières linguistiques, une pratique du silence et des restrictions sur le travail de la société civile”. *Redress* a ajouté que seuls 17 des États africains ont ratifié la Convention internationale des Nations Unies pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, mais même pour eux, la Convention “n’exige pas des États qu’ils publient des données sur le nombre de Disparitions forcées au sein de leurs frontières”. <https://redress.org/wp-content/uploads/2021/08/Report-The-Forgotten-Victims-Enforced-Disappearance-in-Africa.pdf>

Algérie/France. Écrivant pour *justiceinfo.net*, Pierre Hazan, un juriste renommé spécialiste des droits de l’homme, a exhorté la France à créer une Commission Vérité et Mémoire sur la guerre d’Algérie et la colonisation française de l’Algérie, comme recommandé dans le rapport de janvier 2021 de l’historien Benjamin Stora au président français Emmanuel Macron. Hazan a souligné : “Les attentes restent radicalement différentes de part et d’autre de la Méditerranée. L’Algérie attend des actes de contrition de la France et la restitution des archives. Le gouvernement Macron ... veut apaiser les récits différents et concurrents, ceux des fils et petits-enfants d’immigrés algériens, de harkis, de rapatriés, de soldats”. <https://www.justiceinfo.net/en/83293-france-algeria-courage-create-truth-memory-commission.html>

Le site web *Histoire coloniale et postcoloniale* a publié un recueil d’articles écrits à l’occasion de l’anniversaire du massacre d’Algériens du 17 octobre 1961 à Paris. Les publications comprennent un article de Giles Manceron sur la nécessité d’accéder aux archives ; il sera le conférencier du 1er février dans la série *First Tuesday Talks* de SAHR. Merci à Perrine Canavaggio pour le lien.

<https://histoirecoloniale.net/Le-17-octobre-1961-crime-d-Etat-ou-crime-de-Prefecture.html>;

https://www.lemonde.fr/societe/article/2011/10/17/17-octobre-1961-ce-massacre-a-ete-occulte-de-la-memoire-collective_1586418_3224.html

Argentine/Iran. Un tribunal argentin “a rejeté une action en justice contre l’ancienne présidente Cristina Fernandez de Kirchner, l’accusant d’avoir cherché à dissimuler l’implication présumée de terroristes iraniens dans un attentat à la bombe de 1994 qui a fait 8 morts et des centaines de blessés dans un centre juif de Buenos Aires”, *The Times of Israël* a rapporté. Dans une “ordonnance orale”, le tribunal a déclaré “qu’un accord signé par l’Argentine et l’Iran en 2013 pour mener une enquête sur l’attaque terroriste contre l’Association mutuelle israélite d’Argentine” ne constituait pas un crime”. Pour le contexte, voir *Nouvelles SAHR*, juin 2013. <https://www.timesofisrael.com/argentina-court-drops-jewish-center-bombing-coverage-claim-against-ex-president/>

Australie/Timor Leste. Dans l’affaire compliquée contre l’avocat Bernard Collaery, qui est poursuivi pour son rôle dans la révélation d’une opération d’écoute australienne controversée ciblant le Timor-Leste, un tribunal a décidé que certaines parties de son procès se dérouleraient en secret. Une cour d’appel a infirmé cette décision, affirmant qu’“une justice ouverte a contribué à dissuader les ‘poursuites politiques’”, a rapporté le *Guardian*. Le tribunal inférieur entendra désormais les arguments concernant tout impact que la divulgation aurait sur la sécurité nationale. Pour le contexte, voir *Nouvelles SAHR*, juin 2021. <https://www.theguardian.com/australia-news/2021/oct/06/witness-ks-lawyer-wins-transparency-ruling-as-court-cites-need-to-deter-political-prosecutions>

Belgique/République Démocratique du Congo. En 2018, le parlement belge a adopté une résolution reconnaissant la “ségrégation ciblée des enfants métis et la politique d’enlèvements forcés” à l’époque coloniale au Congo, et l’année suivante, le Premier ministre a présenté ses excuses aux enfants au nom de l’État belge, a rappelé *justiceinfo.net*. Cinq femmes poursuivent la Belgique en réparation, leur avocate fondant la “demande de reconnaissance d’un crime contre l’humanité sur deux décrets qui, selon elle, instituent une politique de l’État” : un décret du 12 juillet 1890 “qui a délégué à l’État la protection des enfants abandonnés, orphelins, délaissés ou trouvés” et un décret du 4 mars 1892 “qui autorisait les associations philanthropiques et religieuses à emmener les enfants indigènes placés sous tutelle de l’État dans les colonies agricoles et professionnelles qu’elles dirigeaient”. Les femmes ont également demandé

au tribunal “d'ordonner à l'État belge de produire les archives les concernant”. Leur avocat a déclaré que “l'outil” utilisé désormais pour accéder aux “20 kilomètres de documents” des archives coloniales est “inefficace”. Pour le contexte, voir *Nouvelles SAHR*, juin et juillet 2020. <https://www.justiceinfo.net/en/83372-congo-metis-children-sin-confront-belgian-state.html>

Colombie/États-Unis. L'ONG américaine *National Security Archive* a publié un “livre d'information” sur les rapports déclassifiés du Département d'État américain et de la *Central Intelligence Agency* utilisés pour condamner Carlos Mario Jimenez, un ancien chef paramilitaire colombien du *Bloque Central Bolivar*, du meurtre en 2001 du chef de la communauté colombienne Eduardo Estrada. <https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/colombia/2021-10-04/declassified-documents-key-judgment-against-colombian?eType=EmailBlastContent&eId=1bd466c6-a351-4c8e-a06b-b2a17b350632>

Iran/Suisse. La Suisse a ré-ouvert le cas du dissident iranien assassin en Suisse en 1990, a rapporté *justiceinfo.net*. ce cas qui dure depuis 31 ans et va redevenir actif. <https://www.justiceinfo.net/en/83702-switzerland-relaunching-iranian-cold-case-genocide.html>

Israël/Thaïlande. Deux experts en immigration ont soumis un rapport au Comité spécial de la Knesset sur les travailleurs étrangers. Ils ont interrogé 654 travailleurs étrangers thaïlandais en Israël et ont découvert que “tous ont déclaré avoir été exposés à des agressions sexuelles”, a rapporté *Middle East Monitor*. Plus de 25 000 travailleurs migrants thaïlandais travailleraient en Israël, et “des représentants de l'Institut national d'assurance ... et la police israélienne a reconnu que leurs systèmes ne possédaient pas les données nécessaires pour les plaintes des travailleurs étrangers et des immigrants”. <https://www.middleeastmonitor.com/20211020-every-thai-foreign-worker-has-been-sexually-abused-in-israel-says-a-new-report/>

Japon/États-Unis. Grâce à une série de demandes de *Freedom of Information Act* qu'il a déposées auprès du Service criminel d'enquête de la Marine américaine, un journaliste a appris qu'entre 2017 et 2019, il y avait eu au moins 8 enquêtes “sur des militaires américains pour des infractions sexuelles contre des femmes japonaises à Okinawa - et aucune n'a été rendu publique”, a-t-il écrit pour *The Intercept*. Les membres de l'ONG *Okinawa Women Act Against Military Violence* maintiennent une “chronologie continue des viols militaires américains de femmes d'Okinawa. En passant au crible les dossiers municipaux et en interrogeant les victimes, ils ont découvert comment les premières attaques ont commencé peu après l'invasion américaine d'Okinawa en 1945 et se sont poursuivies “avec le nombre total de victimes avoisinant “les centaines”. https://theintercept.com/2021/10/03/okinawa-sexual-crimes-us-military/?utm_medium=email&utm_source=The%20Intercept%20Newsletter

Mexique/États-Unis. Le procès américain de Genaro Garcia Luna, l'ancien chef de la sécurité publique au Mexique, “qui a été arrêté en 2019 pour trafic de cocaïne”, est prévu pour le mois d'Octobre 2022 a rapporté *The Intercept*. “En prévision d'un procès de deux mois, les avocats du gouvernement ont compilé plus d'un million de pages de documents liées à l'affaire et travaillent actuellement avec l'équipe de la défense et le tribunal pour parcourir le volume de documents classifiés inclus dans les preuves”. L'avocat de la défense a déclaré que ce nombre “n'inclut pas tout l'audio que les enquêteurs du gouvernement ont remis”. <https://theintercept.com/2021/10/27/dea-mexico-drug-war-trial-genaro-garcia-luna/?emci=e9c2a45a-ed37-ec11-9820-c896653b26c8&emdi=51bc35a6-ee37-ec11-9820-c896653b26c8&ceid=4606001>

Arabie Saoudite/Émirats Arabes unis/Royaume-Uni/Yémen. Guernica 37, un groupe d'avocats des droits de l'homme basé au Royaume-Uni, a déposé une plainte auprès du *UK Metropolitan Police Service* et du *Crown Prosecution Service* “accusant de hauts responsables du gouvernement d'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis de complicité dans des crimes de guerre au Yémen”, a rapporté *Al Jazeera*. “Guernica 37 se concentre sur trois événements, dont une attaque aérienne de 2018 contre un bus scolaire. . un bombardement aérien en 2016 d'un enterrement dans la capitale, Sanaa” et “la torture et le meurtre présumés de civils à Aden”. Le dossier comprenait “des témoignages de survivants des trois incidents et de leurs proches” et “des témoignages des familles des personnes tuées dans les événements”. <https://www.aljazeera.com/news/2021/10/20/group-of-lawyers-to-submit-yemen-war-crimes-dossier-to-uk-police>

Nouvelles nationales.

Afghanistan. Dans son rapport annuel au Conseil des droits de l'homme, la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a condamné “dans les termes les plus forts possibles toutes les violations des droits de l'homme et les atteintes au droit international humanitaire commises en Afghanistan”. Elle a annoncé la nomination d'un rapporteur spécial pour suivre la situation, dont l'un des mandats sera de “rechercher, recevoir, examiner et agir sur la base des informations de toutes les parties prenantes concernées par la situation des droits de l'homme en Afghanistan », une tâche qui nécessitera une gestion rigoureuse des archives”. <https://undocs.org/a/hrc/48/1.24/rev.1>

Albanie. Plus de 6 000 personnes sont portées disparues, disparues pendant l'ère Enver Hoxha (1944-1985), a écrit *EurActiv*. “Au cours de l'année dernière, le bureau du procureur albanais n'a mené aucune enquête sur les cas de personnes disparues du régime communiste, malgré les avertissements répétés de responsables internationaux, a déclaré la Commission européenne dans son rapport de pays récemment publié”. “En termes de recherche des disparus, de nombreux records ont été déposés auprès des procureurs mais il y a eu peu de progrès sur beaucoup d'entre eux”.

Argentine. Des organisations autochtones ont manifesté devant le bâtiment du Congrès, exigeant que le gouvernement “fasse un recensement des peuples autochtones” comme le demande une loi de 2006 “qui protège les peuples autochtones contre l'expulsion des terres qu'ils habitent”, a rapporté *teleSUR*. Les manifestants “ont également appelé à l'approbation d'une loi sur la propriété communautaire pour obtenir des titres fonciers pour leurs territoires”. https://www.telesurenglish.net/news/Argentina-Indigenous-People-Claim-Their-Land-Rights-20211013-0006.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=10

Un pirate informatique a fait irruption dans le Registre national des personnes “et a proposé de vendre les données sur un forum cybercriminel”, a rapporté *znet*. Les données divulguées comprenaient des noms, des adresses de domicile, des photos d'identité et des émissions de cartes et des informations similaires sur les 45 millions de citoyens. Le gouvernement a nié le piratage et Twitter a “suspendu” un utilisateur présumé être le pirate informatique. <https://www.znet.com/article/twitter-suspends-hacker-who-stole-data-of-46-million-argentinians/>

Australie. La commission parlementaire chargée d'enquêter sur la destruction des grottes vieilles de 46 000 ans des gorges de Juukan a rendu son rapport. Il a recommandé à l'Australie de “légiférer sur un nouveau cadre pour la protection du patrimoine culturel au niveau national”, qui “définirait des normes minimales pour la protection du patrimoine des États et des territoires”. L'une des normes à considérer, ont écrit les membres, est “un processus par lequel les sites du patrimoine culturel seront cartographiés, qui comprend un enregistrement de la destruction passée des sites du patrimoine culturel (avec des garanties adéquates pour protéger les informations secrètes et assurer le contrôle traditionnel des propriétaires de leurs informations sur n'importe quelle base de données)”. https://www.aph.gov.au/Parliamentary_Business/Committees/Joint/Northern_Australia/CavesatJuukanGorge/Report

Brésil. Un juge a statué que le “gouvernement fédéral, le gouvernement de l'État du Minas Gerais et l'agence des affaires autochtones du pays, Funai » étaient responsables des “crimes commis contre le peuple Krenak dans le sud-est du Minas Gerais pendant la dictature qui a duré de 1964 à 1985”, a signalé *Mongabay*. Elle a ordonné au gouvernement fédéral “d'organiser une cérémonie officielle d'excuses publiques avec une couverture nationale” et de “conclure le processus de démarcation de la réserve indigène de Sete Saloes, ainsi qu'une série de mesures pour réhabiliter la langue et la culture Krenak”. <https://www.eurasiareview.com/03102021-for-brazils-persecuted-krenak-people-justice-arrives-half-a-century-later-analysis/>

Un rapport du Conseil missionnaire indigène de l'Église catholique a indiqué que 182 Autochtones ont été tués l'année dernière, soit une augmentation de 61 % par rapport à 2019, et 263 invasions de territoires indigènes ont été signalées, soit une augmentation de 137 %. “Les revendications territoriales des autochtones ont également été paralysées”, et sur les 1 289 réserves au Brésil, “832 sont en attente d'une reconnaissance officielle”, a rapporté *Al Jazeera*. <https://www.aljazeera.com/news/2021/10/28/brazil-indigenous?emci=36817ed1-b738-ec11-9820-c896653b26c8&emdi=ee514734-b938-ec11-9820-c896653b26c8&ceid=4606001>

Burkina Faso. Un tribunal militaire présidé par des responsables civils et militaires s'est ouvert, “visant à établir qui a tué Thomas Sankara, l'ancien président du pays” qui a été assassiné en 1987 avec 12 de ses collaborateurs, a rapporté le *New York Times*. Parmi les 14 hommes accusés d'avoir comploté la mort de Sankara se trouve son successeur à la présidence, Blaise Compaoré, qui est jugé par contumace (il est en exil en Côte d'Ivoire). En 2017, le président français Emmanuel Macron a déclaré “qu'il lèverait la classification secrète de tous les documents relatifs à l'affaire Sankara, et jusqu'à présent, trois lots de documents ont été envoyés au Burkina Faso. Mais aucun ne vient du bureau de François Mitterrand, le président français de l'époque”. L'avocat représentant la famille Sankara a déclaré à *PassBlue* que le procès aurait 100 témoins et qu'elle travaillait sur “20 000 pages de preuves”. Pour le contexte, voir Nouvelles SADH, avril 2021. <https://www.nytimes.com/2021/10/11/world/africa/thomas-sankara-trial-burkina-faso.html>; <https://www.passblue.com/2021/10/25/a-righteous-act-trying-the-thomas-sankara-murder-case-in-burkina-faso/20,000-pages-evidence>

République centrafricaine. La Commission nationale d'enquête a présenté son rapport sur les abus commis depuis décembre 2020 ; l'ONU avait “enregistré 526 violations et abus des droits de l'homme” en un an. L'enquête “a reconnu certains des abus que l'ONU a dit que son armée et ses “instructeurs russes” ont commis, mais a insisté sur le fait que la plupart du blâme incombe aux combattants rebelles”, détaillant “les crimes et les abus imputés aux rebelles, mais pas aux Les forces de sécurité et les paramilitaires russes”, a rapporté l'*AFP*. <https://www.modernghana.com/news/1108175/c-africa-admits-partial-responsibility-for-abuses.html>

Chili. La Cour suprême du Chili a condamné 19 agents de la défunte Direction nationale des Renseignements pour l'enlèvement des frères Carlos et Aldo Perez lors de la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990), a rapporté *teleSUR*. Les frères étaient membres de la résistance de gauche, et la dictature a mené une “stratégie de désinformation” pour couvrir les meurtres et les violations des droits de l'homme, des “nouvelles” qui “ont été menées avec la complicité des médias”. https://www.telesurenglish.net/news/Chile-Supreme-Court-Condems-19-Agents-Of-The-Dictatorship-20211022-0002.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=9

Colombie. La Cour interaméricaine des droits de l'homme a déclaré la Colombie “internationalement responsable de la violation des droits à l'intégrité personnelle, à la liberté personnelle, à l'honneur, à la dignité et à la liberté d'expression du journaliste Jineth Bedoya Lima”. En plus d'un paiement à Mme Bedyoa Lima, la Cour a ordonné à la Colombie de “mettre en œuvre diverses mesures de réparation”, notamment “créer un centre d'État pour la mémoire et la dignité de toutes les femmes victimes de violences sexuelles dans le contexte du conflit armé et journalisme d'investigation qui reconnaît spécifiquement le travail des femmes journalistes” et “concevoir et mettre en œuvre un système de compilation de données et de chiffres relatifs aux cas de violence contre les journalistes et de violence sexiste contre les femmes journalistes”. https://www.corteidh.or.cr/docs/comunicados/cp_73_2021_eng.pdf

La Cour pénale internationale et la Colombie ont signé un accord de coopération reconnaissant “la volonté et la capacité de la Colombie à poursuivre”, a rapporté *Jurist*, “clôturant effectivement les 17 années d'enquête préliminaire de la CPI sur les crimes de guerre présumés de la Colombie”. En 2012, le Bureau du Procureur de la CPI avait “déterminé que les forces gouvernementales colombiennes, les [groupes de guérilla] FARC-EP-ELN et les paramilitaires avaient commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité”. <https://www.jurist.org/news/2021/10/international-criminal-court-closes-long-time-war-crime-investigation-into-colombia-after-cooperation-agreement/>

Cuba. Human Rights Watch a déclaré que “le gouvernement cubain s'est systématiquement engagé dans des détentions arbitraires, des mauvais traitements de détenus et des poursuites pénales injurieuses en réponse aux manifestations antigouvernementales extrêmement pacifiques de juillet 2021”. HRW a documenté les abus contre 130 victimes dans 13 des 15 provinces de Cuba, interrogé plus de 150 personnes par téléphone et “examiné les dossiers, les amendes infligées aux manifestants, les articles de presse et les publications des groupes de défense des droits cubains, et corroboré des photos et des vidéos”. <https://www.hrw.org/news/2021/10/19/cuba-peaceful-protesters-systematically-detained-abused#>

France. La Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église de France a publié son rapport. Il a indiqué qu'au moment de la rédaction de cet article, 330 000 personnes étaient en vie et avaient été victimes “d'agressions sexuelles commises par des clercs, des prêtres et des laïcs pratiquant dans l'Église

(de 1950 à 2020)”, qu’il a qualifiées de chiffre “plancher”, a déclaré *justiceinfo. net*. Le président de la Commission a qualifié la réparation d’ “obligation” de l’Église, et le rapport a déclaré que l’indemnisation des victimes devrait être gérée par un “organisme indépendant, extérieur à l’Église” avec “la triple mission d’accueillir les victimes, d’offrir une médiation entre elles et les agresseurs (s’ils sont encore en vie et s’ils acceptent de participer au processus) et les institutions auxquelles ils appartenaient au moment de l’agression, et d’arbitrer les différends. Le *New York Times* a déclaré que pour développer le rapport, les experts “ont cherché dans les archives de l’Église, de l’État et de l’actualité, ont tenu plus de 250 auditions avec des témoins et des experts et ont travaillé avec des instituts de démographie, de sondage et de recherche. Près de 6 500 personnes, victimes ou leurs proches, ont déposé des témoignages oraux ou écrits”. <https://www.justiceinfo.net/en/83418-french-church-you-must-pay.html>; <https://www.nytimes.com/2021/10/05/world/europe/france-catholic-church-abuse.html>

Haïti. Le Centre d’analyse et de recherche sur les droits de l’homme, basé à Port-au-Prince, a déclaré avoir enregistré 117 enlèvements au mois de septembre et “au moins 782 personnes ont été enlevées contre rançon depuis janvier en Haïti, presque autant dans l’ensemble de 2020, qui a vu 796 enlèvements au total”, a rapporté l’Agence France-Presse. Le directeur du Centre a déclaré : “D’après nos statistiques, il y a au moins deux policiers dans chaque grand groupe armé ; certains policiers sont actifs dans des gangs et d’autres fournissent une couverture, permettant aux gangs d’opérer, ou ils partagent des informations avec eux”. <https://www.voanews.com/a/ngo-kidnappings-surge-in-haiti-in-october/6279482.html>

Inde. “À l’été 2019, un examen de la citoyenneté a laissé plus de 2 millions des 33 millions d’habitants de l’Assam, dont beaucoup sont pauvres et musulmans, apatrides”, a rapporté le *New York Times*. Le 23 septembre, un affrontement à Assam entre les forces de sécurité et des manifestants au sujet des expulsions en cours a conduit à des violences, la police tirant sur les manifestants, incendiant des maisons et rasant des mosquées et des madrasas. Des vidéos montrant la mort de Moinul Haque sont devenues virales; la famille de Hoque “a montré au *Times* ses cartes d’identité émises par le gouvernement, qui montraient que M. Haque était un ressortissant indien”. Un homme dont la maison a été incendiée “a déclaré que les incendies ce jour-là ont consumé ses anciens documents, y compris les papiers montrant ses revendications sur la terre”. Le *Times* a déclaré que ses interviews et “un examen des documents . . . a montré que bon nombre des résidents expulsés étaient des citoyens indiens ayant le droit de vivre sur les terres appartenant au gouvernement”. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, août 2019. <https://www.nytimes.com/2021/10/17/world/asia/india-assam-muslim-evictions.html>

Israël. L’Institut Akevot, une ONG, presse le gouvernement de déclassifier des archives, en particulier celles relatives aux premières années de l’État d’Israël. Il a déposé des demandes en vertu de la loi sur la liberté d’information auprès du bureau du Premier ministre et du ministère de la Défense “demandant une liste des documents qui restent fermés à l’accès public” en vertu de la loi sur les archives. Après avoir reçu les listes, Akevot a conclu “que la grande majorité des documents de l’ISA [archives d’État d’Israël] et d’IDEA [archives des forces de défense israéliennes et des établissements de défense] qui restent confidentiels grâce à ce mécanisme concernent la documentation de crimes de guerre et le déplacement de civils au cours de la Guerre de 1948, ainsi que les origines de la politique d’Israël à l’égard de ses citoyens palestiniens formulée à cette époque”. <https://www.akevot.org.il/wp-content/uploads/2021/10/2021-10-20-Haaretz-Unpleasant-Eng.pdf>

Israël a annoncé “qu’il a approuvé l’enregistrement en tant que résidents de Cisjordanie de 4 000 Palestiniens qui vivent depuis des années dans le territoire occupé par Israël sans statut officiel”, a rapporté Reuters. “L’inclusion dans le registre de la population palestinienne, contrôlé par Israël, permettra au groupe de recevoir des cartes d’identité”. Il s’agit du premier grand enregistrement depuis 2009. Entre autres avantages, les cartes “permettront le passage aux points de contrôle militaires israéliens en Cisjordanie”. <https://www.reuters.com/world/middle-east/israel-approves-west-bank-residency-4000-undocumented-palestinians-2021-10-19/>

Liban. Une étude de la fondation pour la liberté des médias Samir Kassir Eyes (SKE) a révélé “une opération de désinformation sophistiquée impliquant de faux comptes, de faux noms de journalistes et un plan élaboré pour un assassinat de caractère qui a précédé et suivi le meurtre physique réel de l’activiste et éditeur Lokman Slim le 3 février 2021”, a rapporté *NOW*. “L’étude a examiné 187 540 tweets, retweets de mentions publicitaires, tweetés entre le 4 janvier 2021 et le 4 mars 2021”, dont

certaines “ont disparu après la fin de la campagne” mais ont été récupérés en “utilisant plusieurs outils de récupération de données sur les réseaux sociaux”. L'auteur de l'étude a déclaré qu’“il est impératif que les gens comprennent comment ces choses se produisent afin qu'ils puissent faire la différence entre ce qui se passe réellement et ce qu'est une campagne organisée”. <https://nowlebanon.com/the-hate-network/>

Libye. Le président de la Mission indépendante d'établissement des faits des Nations Unies sur la Libye a déclaré que “toutes les parties aux conflits, y compris les États tiers, les combattants étrangers et les mercenaires, ont violé le droit international humanitaire, en particulier les principes de proportionnalité et de distinction, et certaines ont également commis des crimes de guerre”. Lors de la préparation de son rapport, “la Mission a pris en compte des informations provenant de diverses sources, notamment des entretiens avec des victimes et d'autres témoins ; des résumés des comptes et des données analytiques inclus dans les rapports des Nations Unies et d'autres ONG et médias fiables ; des observations directes des enquêteurs lors des visites sur site ; les lois nationales libyennes ; les informations fournies par les autorités libyennes, d'autres États et des parties prenantes fiables travaillant sur la Libye ; images satellite et matériel audiovisuel authentifiés ; et du matériel open source vérifié”.

<https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/Pages/NewsDetail.aspx?NewsID=27595&LangID=E>

Mexique. Le président Andres Manuel Lopez Obrador a publié un décret portant création d'une Commission pour l'accès à la vérité, la clarification historique et la promotion de la justice pour la période de la “guerre sale » (1965-1990). Le panel de 5 membres dispose de 3 ans pour produire un rapport. L'un des objectifs centraux de la Commission est de clarifier le sort des personnes disparues, et le décret précise que toutes les informations disponibles dans les Archives générales de la nation (AGN) du Secrétariat de la défense nationale, de l'état-major présidentiel, de la Direction fédérale de la sécurité (DFS), le Centre d'investigation et de sécurité nationale (CISEN) et toutes les entités de renseignement de l'État seront disponibles pour l'analyse et la recherche. Le décret a désigné l'Université autonome Benemerita de Puebla comme centre pour détenir “toutes les informations les plus importantes” sur ce qui s'est passé pendant la “sale guerre”. <https://politica.expansion.mx/mexico/2021/10/07/comision-de-la-verdad-guerra-sucia-en-mexico>

Le ministère de l'Intérieur a publié *Infractions contre les défenseurs des droits humains et les journalistes*, qui indique que sous le gouvernement actuel (commencé fin 2018), 47 journalistes et 94 militants des droits de l'homme et de l'environnement ont été assassinés, a rapporté *SIPaz*. Seuls 5 auteurs ont été condamnés pour meurtres de journalistes et seulement 2 pour meurtres de militants. *Crisis Watch* a ajouté que le rapport indiquait que les “responsables de l'État” étaient “responsables de 43 % et le “crime organisé” de 33 % des attaques contre les journalistes”.

<https://sipazen.wordpress.com/2021/10/10/national-mexico-146-journalists-and-activists-murdered-second-most-dangerous-country-for-environmentalists-%ef%bf%bc/>; <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch#overview>

Birmanie. “Depuis sa prise de contrôle du gouvernement en février, l'armée birmane a torturé des détenus à travers le pays de manière méthodique et systémique, a découvert *l'Associated Press* lors d'entretiens avec 28 personnes emprisonnées et libérées ces derniers mois”, ainsi que “des preuves photographiques, croquis et lettres” et “témoignage de 3 responsables militaires récemment désertés”. *AP* a déclaré que le système de détention “a détenu plus de 9 000 personnes” et que l'armée et la police ont “tué plus de 1 200 personnes depuis février”. <https://apnews.com/article/myanmar-torture-military-prisons-insein-abuse-390fe5b49337be82ce91639e93e0192f>

Paraguay. Dans ce qu'il a appelé une “décision historique”, le Comité des droits de l'homme des Nations Unies a déclaré que “l'échec du Paraguay à empêcher la contamination toxique des terres traditionnelles des peuples autochtones par l'agriculture commerciale viole leurs droits et leur sentiment de “chez-soi” . La décision a également affirmé que “pour les peuples autochtones, le “chez-soi” doit être compris dans le contexte de leur relation particulière avec leurs territoires, y compris leur bétail, leurs cultures et leur mode de vie”. L'affaire a été déposée au nom du peuple Ava Guarani de la communauté indigène de Camp Agua'e qui vit dans une zone entourée de grandes fermes commerciales qui ont utilisé pendant plus de 10 ans un processus de fumigation “qui implique l'utilisation de pesticides interdits” qui a “affecté tout le mode de vie de la communauté autochtone, notamment en tuant du bétail, en contaminant les cours d'eau et en nuisant à la santé des gens. La décision a déclaré: “Le Paraguay n'a pas surveillé adéquatement la fumigation et n'a pas réussi à empêcher la contamination”.

<https://news.un.org/en/story/2021/10/1102922>;
https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CCPR/Shared%20Documents/PRY/CCPR_C_132_D_2552_2015_33032_S.pdf

Russie. “Les statistiques officielles de la Russie ont montré 221 313 décès liés à la pandémie à la mi-octobre, mais en utilisant “les chiffres maintenus par Rosstat, l'agence statistique de la Russie”, un démographe indépendant “a calculé que la surmortalité - considérée par les analystes comme l'indicateur le plus fiable des décès par coronavirus - a atteint environ 750 000”, a rapporté le *New York Times*. Un autre analyste et organisateur de *Watching Covid*, une “communauté d'experts”, a qualifié les données officielles de “absolument peu fiables”. Des allégations concernant le manque de fiabilité des statistiques nationales de Covid-19 “ont été faites à propos de gouvernements d'autres pays, dont la Chine et la Turquie”, et les critiques affirment que la manipulation des données par les gouvernements “est un obstacle à une évaluation mondiale complète de la portée de la pandémie”.

<https://www.stripes.com/covid/2021-10-17/experts-russia-challenge-official-data-covid-3276703.html>

Serbie. “Les données obtenues par *BIRN* du Bureau des statistiques de la République de Serbie montrent que plus de 10 000 certificats dans lesquels COVID-19 a été cité comme cause de décès ont été délivrés dans le pays en 2020” bien que seulement 3 130 décès dus au COVID “aient été publiés sur le site officiel covid19.rs l'année dernière”. <https://balkaninsight.com/2021/10/12/serbian-officials-knew-covid-deaths-three-times-higher-than-reported/>

Afrique du Sud. En 2004, la Commission des revendications territoriales du KwaZulu-Natal a statué que les Makua, “descendants d'esclaves affranchis du nord du Mozambique”, étaient les “propriétaires légitimes” de 5,2 hectares de terres à Bluff, près de Durban. Cependant, le terrain n'a pas encore été remis, a rapporté la Fondation Thomson Reuters, un exemple des limites de l'obtention d'un titre sans pouvoirs d'exécution. <https://news.trust.org/item/20211006230012-jvkfo/>

Syrie. L'ONG *Syria Justice and Accountability Center* a publié “La vérité au-delà des poursuites: réévaluer la documentation pour la vérité en Syrie et au-delà”. Les “données d'enquête ... suggèrent que de nombreux Syriens hésitent à changer leurs croyances sur les faits du conflit. À la fois ... beaucoup sont toujours prêts à s'engager de manière significative dans la documentation de diverses violations, reconnaissant les traumatismes partagés même au-delà des divisions politiques”. Le rapport comprend le questionnaire qui a été utilisé pour l'enquête. <https://syriaaccountability.org/wp-content/uploads/Designed-Version-II.pdf>

Un nouveau film, “Bringing Assad to Justice”, a été présenté en première à Berlin. Il met en lumière les efforts des “médias et des citoyens privés” pour documenter et exiger des comptes. Le directeur exécutif de *Syrians for Truth and Justice*, “un groupe de défense basé en France qui documente les violations en Syrie”, a déclaré à *VOA* : “Dans le contexte syrien, les journalistes citoyens ont joué un rôle essentiel dans la documentation des abus et des crimes commis par tous les côtés de ce conflit”.

<https://www.voanews.com/a/in-syria-documenting-war-crimes-falls-to-journalists-and-citizens-/6261887.html>

Taïwan. La Commission de justice transitionnelle “a décrit les opérations de l'ancien appareil de sécurité de l'État et son rôle dans l'oppression des Taïwanais dans une mise à jour sur les recherches historiques en cours de la commission”, a rapporté le *Taipei Times*. “Les archives historiques ont montré” que l'ancien président Chiang Kai-shek “est intervenu dans 80% des cas où un tribunal militaire a annulé une décision initiale et l'a remplacé par des peines plus sévères, 30% des cas ayant abouti à une condamnation à mort”. La base de données de la Commission comprend les noms de 21 257 personnes identifiées comme “victimes de violences d'État, et la commission utilise la plate-forme pour identifier les auteurs, y compris les juges et administrateurs militaires, ainsi que les dirigeants politiques, dont Chiang”.

<https://www.taipeitimes.com/News/taiwan/archives/2021/10/03/2003765442>

États-Unis. Dans l'affaire Brady contre Maryland en 1963, la Cour suprême des États-Unis a statué que les procureurs devaient “remettre les preuves à décharge aux avocats de la défense, y compris les informations qui pourraient être utilisées pour remettre en question la crédibilité des officiers. Mais la décision n'a pas défini les mesures que les procureurs et la police doivent prendre pour s'assurer que les accusés sont informés ou si des listes d'officiers en difficulté doivent être conservées”. AP a examiné si les “listes de Brady” d'officiers gênants sont maintenues et utilisées, et a constaté non seulement que “les procureurs ne compilent parfois même pas les listes et que de grandes disparités dans les infractions

commises par les officiers qui y figurent sont répandues à travers le pays, avec une force excessive ne méritant souvent pas d'être inclus", mais aussi que "de nombreux procureurs et syndicats de police se sont donné beaucoup de mal pour empêcher les informations de la Brady List de devenir publiques". À la suite du meurtre de George Floyd et de la "conversation nationale sur la réforme de la police", une grande variété de groupes appelle à une utilisation accrue des listes Brady, "avec les syndicats de police ... résister à ces efforts". https://apnews.com/article/death-of-george-floyd-religion-police-george-floyd-seattle-b20b50bd1562c70e59fe30689a8a867f?user_email_address=8fcd7efd9e9d6389b9f914ad34a5948d&utm_source=Sailthru&utm_medium=email&utm_campaign=MorningWire_Oct21&utm_term=Morning%20Wire%20Subscribers

Écrivant dans *Just Security*, trois avocats ont expliqué que "chacun des 94 districts judiciaires fédéraux du pays est libre d'adopter sa propre procédure - ou non - pour gérer le scellement des dossiers" [clôture]. Ils ont déclaré que le manque de pratique standard "peut entraîner des conséquences dangereuses, notamment la dissimulation des informations sur les risques pour la santé et la sécurité publiques liées aux dispositifs médicaux, aux médicaments et aux produits de consommation du public et des régulateurs". Ils ont appelé à une nouvelle règle fédérale de procédure civile sur le scellement des documents, garantissant ainsi qu'"il y a au moins eu un examen juste et public de la question de savoir si la nécessité du secret l'emporte sur l'intérêt public en matière de transparence". <https://www.justsecurity.org/78679/judicial-secrecy-how-to-fix-the-over-sealing-of-federal-court-records/>

Grâce à une demande de documents publics, le *Guardian* a obtenu des documents montrant que "la société canadienne Enbridge a remboursé à la police américaine 2,4 millions de dollars [millions] pour l'arrestation et la surveillance de centaines de manifestants qui s'opposent à la construction de son pipeline de la ligne 3", en payant les coûts de "la formation des officiers, surveillance policière des manifestants, salaires des agents, heures supplémentaires, avantages sociaux, repas, hôtels et équipements. Le pipeline de la société, élargi à partir de sa ligne actuelle, doit transporter un "pétrole lourd appelé bitume" depuis des puits de l'Alberta, au Canada, jusqu'au lac Supérieur dans le Wisconsin, y compris une "nouvelle route à travers des zones humides vierges". Un rapport du groupe d'action pour le climat MN350 indique que le pipeline élargi émettra l'équivalent de gaz à effet de serre de 50 centrales électriques au charbon". <https://www.theguardian.com/uk-news/2021/oct/05/line-3-pipeline-enbridge-paid-police-arrest-protesters>

Le *Washington Post* a rapporté que les églises sont confrontées à leur rôle dans "les injustices commises contre les peuples autochtones par ce qui était connu sous le nom de système fédéral de pensionnat indien aux États-Unis". L'ONG *National Native American Boarding School Healing Coalition* a identifié 367 pensionnats aux États-Unis, dont 156 associés à l'Église catholique et à "diverses confessions protestantes". L'Église Méthodiste Unie a déclaré dans un communiqué que "des efforts sont en cours" pour identifier les écoles qu'elle avait autrefois, et les dirigeants épiscopaliens et presbytériens "ont confirmé que leurs confessions étaient associées à des internats ... bien que leurs archives soient incomplètes et que la recherche soit en cours". <https://www.msn.com/en-us/news/us/churches-confront-their-role-in-residential-schools-for-indigenous-children/ar-AAPif2K>

Dans le cadre d'un procès en vertu de la *Freedom of Information Act*, le *New York Times* et le *Wall Street Journal* ont obtenu un rapport de 161 pages d'une société de conseil révélant que des responsables du *US Indian Health Service* "ont réduit au silence et puni les dénonciateurs dans le but de protéger un médecin qui a abusé sexuellement de garçons dans plusieurs réserves amérindiennes pendant des décennies". En outre, "le rapport incluait des critiques selon lesquelles les allégations graves étaient mal documentées et les records mal conservés par les fonctionnaires du I.H.S.". <https://www.nytimes.com/2021/10/05/us/politics/indian-health-service-willfully-ignored-sexual-abuse-by-doctor-report-finds.html>

Le *Washington Post* a déclaré qu'une "faiblesse fondamentale de la capacité des États-Unis à répondre à une crise de santé publique" réside dans le fait que ses "données sont désordonnées": "Les données d'une importance critique sur les vaccinations, les infections, les hospitalisations et les décès sont dispersées entre les services de santé locaux, est souvent obsolète et difficile à agréger au niveau national, et est tout simplement inadéquat pour le travail". <https://www.inquirer.com/health/coronavirus/united-states-covid-19-data-cdc-booster-shots-vaccines-20210930.html>

Yémen. Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU “a voté contre le renouvellement du mandat du Groupe d'éminents experts internationaux et régionaux sur le Yémen ... qui, en août 2018, a rapporté des preuves de crimes de guerre possibles commis par toutes les parties, y compris une coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite”, selon *Al Jazeera*. Plusieurs pays membres du Conseil avaient proposé une prolongation de 2 ans, et un porte-parole du Conseil a déclaré que “c'est la première fois que l'organe suprême des Nations Unies rejette un projet de résolution depuis sa création en 2006”. La conservation des archives du Groupe est primordial”. <https://www.aljazeera.com/news/2021/10/7/un-ends-yemen-war-crimes-probe-in-defeat-for-western-states>

Deux semaines plus tard, le porte-parole de l'UNICEF a déclaré que “4 enfants sur 5 ont besoin d'une aide humanitaire” et “un nombre impressionnant de 15 millions de personnes (dont plus de la moitié sont des enfants—8,5 millions) n'ont pas accès à l'eau potable, à l'assainissement ou à l'hygiène”. Plus de 10 000 enfants ont été tués ou mutilés dans le conflit : “Le Yémen est l'endroit au monde le plus difficile pour un enfant. Et, incroyablement, c'est de pire en pire”. <https://www.unicef.org/press-releases/shameful-milestone-yemen-10000-children-killed-or-maimed-fighting-began>

Publications.

Josep Fernández Trabal, Corsin Blumenthal, Luisa Franco et Lisa Ott, swisspeace, *Les archives historiques de la police nationale du Guatemala (2015-2017)*: <https://www.swisspeace.ch/publications/books-chapters/archivo-historico-de-la-policia-nacional-de-guatemala-2005-2017>

Jelena Đureinović, Humanitarian Law Center, “La politique de la mémoire des guerres des années 1990 en Serbie : révisionnisme historique et défis de l'activisme de la mémoire”: https://www.hlc-rdc.org/wp-content/uploads/2021/10/Politika_secanja_en.pdf

Giancarlo Fiorella, Charlotte Godart et Nick Waters, *Vulnérabilités des preuves numériques et stratégies d'atténuation pour les chercheurs open source*, *Journal of International Criminal Justice*: <https://academic.oup.com/jicj/article/19/1/147/6320889>

Merci de partager avec nous! trudy@trudypeterson.com **Pour les précédents numéros, voir** <https://www.ica.org/en/sahr-newsletters>

La Section des archives et des droits de l'homme remercie le magazine d'archives italien en ligne Il Mondo degli Archivi pour avoir géré la distribution de SAHR News. Pour vous abonner aux Nouvelles, saisissez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici : <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

Cette newsletter est publiée sous une licence Creative Commons. N'hésitez pas à le diffuser davantage et à le réutiliser à des fins non commerciales.

(Traduction française : Rémi DUBUISSON)